

**Discours d'ouverture par S.E.M. HAYASHI Yoshimasa,  
Ministre des Affaires étrangères du Japon,  
à l'occasion de la séance d'ouverture de la Conférence ministérielle de  
la TICAD  
le 26 mars 2022  
(Traduction provisoire)**

Excellences, Distingués délégués,

Je vous remercie de vous joindre à nous aujourd'hui. Je suis très heureux d'accueillir la Conférence ministérielle de la TICAD. Je déclare maintenant la Conférence ministérielle de la TICAD ouverte. Je voudrais dire quelques mots à cette occasion.

L'un des plus grands changements ayant touché l'Afrique depuis la TICAD 7 est la COVID-19. La pandémie a mis en évidence certaines vulnérabilités économiques et sociales.

En outre, la récente agression de la Russie contre l'Ukraine est un changement unilatéral du statu quo par la force et un acte qui ébranle les fondements mêmes de l'ordre international. L'enjeu n'est pas de choisir de quel côté se placer. Ce qui est important, c'est de défendre les principes sur lesquels la communauté internationale devrait s'appuyer, tels que la Charte des Nations Unies interdisant la menace ou l'usage de la force et les droits de l'homme fondamentaux. L'agression de la Russie contre l'Ukraine méprise ces principes fondamentaux. Elle affecte également l'approvisionnement en énergie et en nourriture, et l'économie africaine ne fait pas exception. Par conséquent, la communauté internationale doit faire face à la situation de manière concertée afin de protéger la vie de la population africaine. L'heure est venue pour le Japon et l'Afrique de travailler ensemble à la création d'une société durable et le Japon se réjouit d'un échange de vues franc.

Le Japon a contribué au développement de l'Afrique par le biais de la TICAD, dont l'histoire remonte à plus d'un quart de siècle. En vertu du principe de la sécurité humaine, le Japon continuera à soutenir la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et les Objectifs de Développement Durable, en mettant l'accent sur les "personnes" et la "croissance de qualité".

Sur la base de ces réflexions, je voudrais énoncer trois idées.

Premièrement, afin de construire une économie résiliente pour reconstruire en mieux, le Japon soutiendra l'expansion des entreprises privées en Afrique. Aujourd'hui, nous sommes rejoints par M. Iwai, président de l'équipe du projet Afrique de Keizai Doyukai, qui peut partager son point de vue commercial. Nous reconnaissons également l'entrée en application de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine comme la volonté politique de l'Afrique en matière d'intégration régionale. Nous devrions tirer parti de cet élan et définir une voie pour le développement de l'ère post-COVID-19, tout en utilisant le pouvoir du secteur privé comme force motrice.

Deuxièmement, sur la base du principe de la sécurité humaine, nous redoublerons d'efforts pour mettre en place une société durable et résiliente dans le secteur de la santé, où les vulnérabilités sont exposées par la pandémie de COVID-19, en vue de parvenir à une couverture sanitaire universelle. En outre, nous nous engagerons à développer les ressources humaines de ceux qui seront responsables du développement de l'Afrique dans une ère post-COVID-19 ainsi qu'à résoudre les problèmes environnementaux urgents.

Troisièmement, les valeurs universelles telles que la liberté, la démocratie, les droits de l'homme et l'Etat de droit ont été sérieusement remises en question. Dans ce contexte, le Japon est déterminé à établir un ordre international libre et ouvert fondé sur l'Etat de droit dans le cadre de la vision de l'"Indo-Pacifique libre et ouvert". En coopération avec les pays africains, nous viserons à instaurer la paix et la prospérité en Asie et en Afrique, et dans le monde entier.

Dans la session "Economie" d'aujourd'hui, nous discuterons des mesures à prendre pour remédier aux disparités économiques et parvenir à une croissance durable et inclusive. Pour parvenir à reconstruire en mieux et promouvoir les ODD, il est important d'encourager davantage d'investissements privés, tout en tirant parti des moyens numériques et autres.

Par conséquent, dans la perspective de TICAD 8, le Japon proposera des mesures spécifiques pour soutenir les entreprises axées sur les solutions aux problèmes sociaux, en mettant particulièrement l'accent sur les start-ups. De

surcroît, nous coopérerons pour développer les entreprises liées à l'économie "verte" en vue de promouvoir la décarbonisation en tant que nouvelle force motrice du développement de l'Afrique.

Il est également important de renforcer un système économique international libre et ouvert, fondé sur des règles. En particulier, il est urgent que nous nous attaquions au financement du développement qui ne respecte pas les règles et les normes internationales, notamment aux pratiques de prêt injustes et opaques.

Par exemple, il existe des cas où le pays prêteur influence les décisions politiques du pays emprunteur en forçant l'emprunteur à accepter à l'avance une clause contractuelle qui permet au pays prêteur de recevoir un remboursement forfaitaire en raison d'un changement de politique survenu dans le pays emprunteur qui est désavantageux pour le pays prêteur. Il existe également des cas où le pays prêteur acquiert les droits d'exploitation à long terme du port développé dans le cas où la dette ne peut être remboursée. Nous ne devons pas permettre à de telles pratiques de financement de prévaloir et de déstabiliser les économies en développement qui ont le plus besoin de ressources financières.

Le Japon travaillera avec les organisations internationales pour créer un environnement dans lequel les pays en développement, particulièrement ceux d'Afrique, n'auront pas à dépendre de ce type de financement, en soutenant le renforcement des capacités dans le domaine de la gestion de la dette.

Selon vous, quelles mesures devraient être prises pour ouvrir la voie à une croissance accrue des économies africaines ?

Je vous remercie de votre attention.